

Jaurès
et
LA LUTTE CONTRE LES GUERRES
et
POUR LA PAIX.

Albi, 6 février 2024

Conférence de Jean-Paul SCOT

**auteur de *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*,
Seuil, 2014**

Jaurès a lutté indissociablement :

1°) contre les guerres relevant de « l'essence du capitalisme » du nationalisme, du colonialisme et de l'impérialisme,

2°) pour l'arbitrage international, une stratégie de la « défensive totale » et pour une « armée nouvelle » garante de l'indépendance nationale.

3°) Il a lié patriotisme et internationalisme, et œuvré pour et la paix universelle entre toutes les nations indépendantes et égales en droits.

Car il luttait pour l'émancipation de tous les hommes et de toutes les femmes libres, égaux et égales en dignité, une fois libérés des chaînes de l'exploitation capitaliste et de toutes les formes de domination.

**I. Jaurès s'opposait à la guerre non par
pacifisme idéaliste mais par hostilité
raisonnée au capitalisme et à l'impérialisme.**

1°) « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage ».

Le 7 mars 1895, lors du débat budgétaire sur les crédits militaires, Jaurès déclare aux députés :

« Votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte en elle l'orage. »

Les guerres, civiles comme internationales, ne sont que les formes les plus brutales de la « lutte des classes » ; ce sont des « guerres de classes ».

Jaurès conclut : « C'est de la division profonde des classes et des intérêts dans chaque pays que sortent les guerres entre les nations. »

« Dans ce siècle de concurrence sans limite et de surproduction il y a aussi concurrence entre les armées et surproduction militaire ; l'industrie elle-même étant au combat, la guerre devient la première, la plus excitée, la plus fiévreuse des industries ».

2°) Contre toute guerre de conquête.

En 1900, Jaurès condamne l'expédition militaire des puissances occidentales en Chine, pour mater la révolte des Boxers, et prend parti pour les Chinois présentés comme sanguinaires et barbares.

Dès la première crise opposant au Maroc la France et l'Allemagne en 1905, Jaurès accentue son opposition aux aventures coloniales alors que les radicaux comme Clemenceau et même Jules Guesde y restent favorables.

Son évolution a été lente, mais dès lors il dénonce les massacres commis par les troupes françaises sur les populations civiles, les spoliations de terres et les pillages des richesses naturelles.

En mars 1905, alors que les nationalistes français exaltent dans la guerre russo-japonaise « une guerre de la race européenne » contre la « race asiatique », Jaurès dénonce toute « guerre de races » et « guerre de civilisations »

3°) La guerre peut-elle préparer la révolution ?

En mars 1905, alors que les nationalistes français exaltent dans la guerre russo-japonaise « une guerre de la race européenne » contre la « race asiatique », Jaurès dénonce toute idée de « guerre de races, de guerres de civilisation ».

Jaurès reproche au gouvernement français d'être l'allié et le complice de l'empire tsariste. La Russie est la principale base économique et financière de l'impérialisme français ! Il met en garde les souscripteurs de bons du trésor russes : « l'emprunt russe est illégal, ... destiné à un krach ».

« D'une guerre européenne peut jaillir la révolution et les classes dirigeantes feront bien d'y songer ; mais il peut en sortir aussi, pour une longue période, des crises de contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme exaspéré, de dictatures étouffantes, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences et de haines, de représailles et de servitudes » (L'Humanité, 9 juillet 1905)

4°) Guerre, hypercapitalisme et impérialisme.

« La concurrence économique de peuple à peuple, l'appétit de gain, le besoin d'ouvrir à tout prix, même à coups de canon, des débouchés nouveaux pour dégager la production capitaliste, encombrée et comme étouffée sous son propre désordre, tout cela entretient l'humanité d'aujourd'hui à l'état de guerre permanente et latente. »

La colonisation et l'impérialisme corrompent le prolétariat par « une fausse apparence de grandeur nationale » et par la redistribution d'« une part dérisoire du butin capitaliste et colonial ». (*L'Humanité*, 9 juillet 1905)

Jaurès précise que si « le capitalisme est, en un sens, une grande force de paix, par la création d'un marché universel, par la solidarité industrielle, financière, monétaire, ... en même temps, et par un mouvement contraire, il est une puissance de guerre, une puissance permanente d'universel conflit. » (*Le capitalisme et la guerre*, *REPPS*, novembre 1912)

**Il : Jaurès préconisait le mot d'ordre
de « guerre à la guerre » pour préserver
la paix universelle et l'indépendance nationale**

Prévenir la guerre par l'arbitrage international
L'idée de l'arbitrage international est née, en dehors des partis socialistes, parmi les « pacifistes bourgeois », dans les cercles humanistes européens. Elle a été lancée lors de la conférence internationale pacifiste de la Haye en 1899.

Le mouvement a été animé par l'autrichienne Bertha von Stuttner et le français Frédéric Passy. Le radical Léon Bourgeois s'en est fait en France le principal propagandiste avec le radical-socialiste Ferdinand Buisson.

La lutte pour la paix internationale doit être commune, répète sans cesse Jaurès, aux ouvriers et aux bourgeois, aux paysans et aux intellectuels, aux démocrates et aux patriotes, aux croyants et aux incroyants, de tous les pays du monde, tous unis dans cette lutte pour la défense des principes de la liberté et de la démocratie.

2°) Mobiliser les prolétaires par l'Internationale socialiste et ouvrière

En 1904 au congrès d'Amsterdam, Jaurès prône la « grève générale politique contre la guerre ». L'Internationale s'en tient à la solution de la « grève de masse » comme moyen de recours dans des « situations extrêmes ».

En 1907, au congrès de Stuttgart, la question de la « grève générale » est reposée à la suite de la révolution russe de 1905. Mais les socialistes sont très divisés sur les moyens de préserver la paix par la « grève générale contre la guerre », surtout les Français qui ont déposé trois des quatre motions.

August Bebel et les sociaux-démocrates allemands affirment que tout appel à la grève, au sabotage et à la désertion entraînerait l'anéantissement du parti et qu'il suffit de lutter contre la course aux armements

Guerre et révolution

Lénine, Martov, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ont proposé l'amendement : « Au cas où la guerre éclaterait, les partis socialistes ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter et soulever les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité. Mais Jaurès commente : « Nous ne sommes pas assez niais pour imaginer qu'une formule de Congrès suffise à prévenir les guerres. Il faut un long travail d'éducation et d'organisation. »

Cependant il évoquera plusieurs fois l'objectif de transformer une guerre subie en révolution sociale.

3°) Stratégie de la « défensive intégrale » et de l' « armée nouvelle ».

Pour dépasser les divisions des socialistes français et allemands et renforcer les courants hostiles à une guerre de revanche pour reconquérir les « territoires perdus » d'Alsace-Lorraine, Jaurès dépose un grand projet de loi qui sera publié en 1911 sous le titre *L'Armée nouvelle*.

Les missions dévolues à cette armée ne doivent être ni le maintien de l'ordre intérieur, ni la conquête coloniale, mais la seule défense de la nation.

Cette armée nouvelle forte de deux millions de réservistes de 21 à 35 ans et de 600 000 conscrits ne sera ni une armée de professionnels, ni une armée de caserne, mais la « nation armée » comme dans les armées révolutionnaires des citoyens-soldats de 1793. Les officiers devront sortir du peuple et seront formés dans les universités.

Préciser le droit international

Jaurès complète sa proposition de loi par le recours à l'arbitrage international en cas de conflit et l'organisation de la sécurité collective.

Article 16 : « Toute guerre est criminelle si elle n'est pas manifestement défensive, et elle n'est certainement défensive que si le Gouvernement du pays propose au Gouvernement étranger avec lequel il est en conflit de régler ce conflit par un arbitrage. »

Article 17 : « Tout Gouvernement qui entrera dans une guerre sans avoir proposé publiquement la solution par l'arbitrage sera considéré comme ... ennemi public de la patrie et de l'humanité ».

Ainsi serait condamné tout État agresseur et légitimée toute guerre défensive aux yeux de l'opinion publique

4°) Mobiliser toutes les forces de paix

Quand éclate la première guerre balkanique, l'Internationale anticipe son congrès à Bâle, les 24 et 25 novembre 1912, dans la cathédrale protestante prêtée pour la circonstance.

L'Internationale préconise un remodelage pacifique de l'Europe selon le principe des nationalités et la création d'une fédération balkanique indépendante. Tous les États grands et petits ont des droits égaux à la libre détermination.

Jaurès reprend l'invocation de Schiller : *Vivos voco* : j'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon. *Mortuos plango* : je pleure les morts innombrables couchés là-bas vers l'Orient et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords. *Fulgura frango* : je briserai les foudres de la guerre qui menacent dans les nuées. Oui, j'ai entendu cette parole d'espérance. Mais cela ne suffit pas pour empêcher la Guerre. Il faudra toute l'action concordante du prolétariat mondial. »

« Prévenir la catastrophe en Juillet 1914 »

En juillet 1914, éclate le conflit entre l'Autriche et la Serbie, Jaurès mesure le risque d'une « guerre européenne », voire d'une « guerre universelle ». « La nuée de l'orage est déjà sur nous, mais je veux espérer que le crime ne sera pas consommé » (discours de Vaise, le 25 juillet 1914).

Jaurès commence par dénoncer l'engrenage des solidarités ethniques et le jeu des alliances aux clauses secrètes : « Nous avons nos propres responsabilités ».

Jaurès appelle aux négociations publiques, à l'arbitrage international, à l'entremise du Royaume-Uni et du président américain Wilson. Il invite les chrétiens et les progressistes à se dresser contre ce « crime contre l'humanité » qui menace.

Jaurès compte surtout sur la mobilisation des travailleurs. Il se félicite des manifestations ouvrières contre la guerre à Paris comme à Berlin et prévoit que l'Internationale lancera un appel à « la grève générale contre la guerre » le 9 août à Paris, lors de son Congrès anticipé qu'il introduira par un rapport sur « l'impérialisme ».

**III. Jaurès associe étroitement
amour de la patrie, défense de la nation
et de la démocratie pour préserver
la révolution sociale.**

**Il dialectise le patriotisme et
l'internationalisme.**

1°) Qu'est-ce que le « patriotisme » ?

Le patriotisme des « faux patriotes » n'est que « réaction sociale au dedans, violence hypocrite au dehors ». La patrie n'est pas « au dessus des droits de l'homme ». [...]

« Le patriotisme consiste, pour un Français, à bien connaître la France, ses qualités et ses défauts, ses vertus et ses vices, ses lumières et ses ténèbres, afin de pouvoir corriger ses défauts, atténuer ses vices, dissiper ses ténèbres, et faire servir l'accroissement de ses qualités, de ses vertus, de ses lumières au progrès général de l'humanité. [...]

« La vraie formule du patriotisme, c'est le droit égal de toutes les patries à la liberté et à la justice, c'est le devoir pour tout citoyen d'accroître en sa patrie les forces de liberté et de justice. » (*L'Humanité*, 11 août 1905).

2°) « les prolétaires ont une patrie »

La formule « les prolétaires n'ont pas de patrie n'est qu'une « boutade » puisque Marx écrit aussitôt qu'on ne peut ôter aux prolétaires « ce qu'ils n'ont pas » et ajoute que « le prolétariat doit conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale souveraine, devenir lui-même la nation ».

« La liberté, c'est l'enfant de la classe ouvrière, [...] par la liberté, par la démocratie, , par la République, par la tradition vivante des libertés individuelles, le prolétariat de France n'est pas un étranger dans la patrie ! »

Les prolétaires français doivent défendre la patrie agressée.

« Jamais un prolétariat qui aura refusé de défendre, avec l'indépendance nationale, la liberté de son propre développement, n'aura la vigueur d'abattre le capitalisme. »

(extraits du chapitre X, 3ème partie de *L'Armée nouvelle*)

3°) Qu'est ce que le véritable internationalisme ?

L'internationalisme, ce n'est pas la dissolution des nations dans des « groupements minuscules », des régions autonomes, ni, à l'inverse, la subordination des petites nations à « un impérialisme effroyable et oppresseur ».

« (Les nations) seront élevées à l'humanité sans rien perdre de leur indépendance, de leur originalité, de la liberté de leur génie. [...] L'humanité nouvelle ne sera riche et vivante que si l'originalité de chaque peuple se prolonge dans l'harmonie totale, et si toutes les patries vibrent à la lyre humaine. »

« Ce sont tous les peuples, de toutes races, jusqu'ici inertes, ou qui le paraissent, qui semblaient couchés dans un sommeil éternel, qui maintenant se réveillent, réclament leurs droits, affirment leur force, races de l'Afrique, races de l'Asie, le Japon, la Chine, l'Inde. » (Chambre des députés, 28 juin 1912).

Préserver l' « évolution révolutionnaire »

« Oui maintenir la paix par tous les moyens d'action du prolétariat, même par la grève générale, même par la révolution. [...] Donc, il est du devoir des socialistes de tous les pays de protéger chacun leur patrie contre toutes les agressions possibles. [...] Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale, beaucoup de patriotisme y ramène. »
(*L'Armée nouvelle*, chapitre X, 3ème partie).

Au congrès de Bâle en novembre 1912, Jaurès termine son discours par cette exhortation souvent ignorée :

« l'Internationale doit veiller à faire pénétrer partout sa parole de paix, à déployer partout son action légale ou révolutionnaire qui empêchera la guerre, ou sinon à demander des comptes aux criminels qui en seront les auteurs. »

Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?

Le dernier jour de sa vie, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères Abel Ferry tenta de dissuader Jaurès de continuer sa campagne contre la guerre en l'intimidant :

« Vous serez tué au premier coin de rue ».

Et Jaurès lui répliqua : « Je vous jure que si vous nous conduisez à la guerre, nous nous dresserons, nous crierons la vérité au peuple [...] Nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions-nous être fusillés. ».

Et Jaurès confiait aux journalistes de *l'Humanité* quelques minutes avant son assassinat : « Je vais écrire cette nuit une sorte de *J'accuse* où je dénoncerai les causes et les responsables de cette crise. »